

Droit de réponse à Madame Dreyssé, adjointe de la Ville de Strasbourg et déléguée aux solidarités !

Concernant l'article des DNA du 1^{er} octobre 2017.

Accueillons toute la misère du monde !

Madame Dreyssé vos propos : « Strasbourg, l'Européenne, capitale des droits de l'homme, est aussi Strasbourg la solidaire » :

- comment oser parler de solidarité quand les migrant-e-s ont vécu dans un camp, rue des Remparts, dans des conditions inhumaines ?
- comment parler de solidarité quand la Ville de Strasbourg a demandé l'expulsion des migrant-e-s de la rue des Remparts ?

A 6h du matin, le 3 octobre, le camp des Remparts a été évacué.

80% des migrant-e-s seront expulsé-e-s.

La Ville est allée vite en besogne. De quoi avait-t-elle peur ?

La solidarité avec les migrant-e-s se construisait : un premier rassemblement de solidarité avec les migrant-e-s avait eu lieu devant le parvis de l'Eurométropole le jour du conseil municipal du 25 septembre 2017.

Après ce rassemblement, vous êtes venue nous trouver en sortant le grand jeu humanitaire, prétextant une demande d'entrevue de notre part... qui n'a jamais existé. Une semaine plus tard, le camp de la rue des Remparts était en cours d'évacuation, le terrain fut labouré le même jour et s'est transformé en « Espace vert » ! Belle hypocrisie ! Il ne manque plus qu'un panneau « Interdit aux chiens, aux Rroms, aux migrant-e-s... »

Impasse humanitaire.

Les associations, alors même qu'elles contestent timidement la politique migratoire, deviennent de parfaits opérateurs de la Mairie, de l'Eurométropole et de l'Etat.

Les représentant-e-s de l'Etat délèguent - de manière croissante aux différentes associations - tout en définissant les règles du jeu pour fonctionner au moindre coût.

Ce sont les refus de la Ville de Strasbourg d'assumer l'accueil et la prise en charge des migrant-e-s dans des logements vacants dignes de ce nom, qui alimentent les « peurs fantasmées et agitées » par les racistes de tout poil et de l'extrême droite.

Madame Dreyssé, ajointe au maire et déléguée aux solidarités, qui reconnaissez que « la demande d'asile est suscitée par les guerres, les famines, les catastrophes économiques, les discriminations, les disputes qui traversent le monde », comment justifier le traitement indigne réservé à ces migrant-e-s dont un certain nombre d'enfants et de malades ?

Comment justifier, une politique migratoire axée sur la répression, la fermeture des frontières, et les reconduites massives aux frontières? Aucune « pression importante dans le département » ne justifie ces conditions inhumaines et honteuses,

La liberté de circulation et d'installation sont les seules réponses dignes pour celles et ceux qui fuient la guerre, la misère, les discriminations et cherchent l'asile.

Accueillir est un choix politique... expulser aussi !

De la survie à la résistance.

Le camp des Remparts n'était pas un simple réceptacle passif pour les populations en errance.

Il n'était pas un espace sans règles, ni solidarité qu'imaginent volontiers les décideurs soucieux d'imposer ce qu'ils nomment « l'ordre », c'est-à-dire leur ordre.

Le camp était composé de migrant-e-s aux trajectoires complexes cherchant un habitat, malgré le provisoire et la répression.

C'était donc aux associations, aux organisations, à nous toutes et tous de construire des liens étroits avec celles et ceux qui vivaient dans le camp des Remparts, non seulement de contester la situation des migrant-e-s, mais la logique même du camp en imposant la solidarité.

Pourquoi pas Strasbourg, ville ouverte et solidaire ?

Strasbourg peut montrer un accueil digne de tou-te-s celles et ceux qui fuient la misère et l'oppression : les protéger face à l'expulsion et la répression de la Préfecture et de l'Etat en les logeant, en les soignant, en s'opposant politiquement à toutes les lois racistes et en appelant à la désobéissance citoyenne.

D'autres l'ont fait : par exemple les militant-e-s de la vallée de la Roya, et malgré la répression et les condamnations devant les tribunaux, ils/elles continuent leur combat ! Ils nous montrent la voie.

La solidarité n'est pas un délit !

Le sort réservé aux migrant-e-s est totalement insupportable.

Ne nous autorisons pas à détourner les yeux en attendant que les institutions changent soudainement leur politique migratoire.

Comme le résume Claire Rodier (juriste et membre du GISTI) : « On ne peut s'empêcher de penser que les murs, les grillages, les radars et maintenant les drones dont se couvrent les frontières servent moins à empêcher les gens de passer qu'à générer des profits de tous ordres : financiers, mais aussi idéologiques et politiques. »

De l'air, de l'air ouvrons les frontières !

Strasbourg, capitale de l'Europe forteresse, le 10 octobre 2017.

